



**ÉTATS-UNIS – MESURES ANTIDUMPING VISANT L'ACIER AU CARBONE
EN PROVENANCE DE RUSSIE**

DEMANDE DE CONSULTATIONS PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

La communication ci-après, datée du 5 juillet 2019 et adressée par la délégation de la Fédération de Russie à la délégation des États-Unis, est distribuée à l'Organe de règlement des différends conformément à l'article 4:4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Les autorités de mon pays m'ont chargé de demander l'ouverture de consultations avec les États-Unis d'Amérique ("États-Unis") conformément aux articles 1^{er} et 4 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ("Mémoire d'accord"), à l'article XXIII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("GATT de 1994") et à l'article 17 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("Accord antidumping") au sujet des mesures antidumping imposées par les États-Unis sur les produits plats en acier au carbone laminés à chaud (ci-après dénommés "acier laminé à chaud") en provenance de la Fédération de Russie.

Ces mesures antidumping ont été initialement imposées, ultérieurement réexaminées et sont actuellement perçues conformément aux instruments suivants:

- 1) *Avis de détermination préliminaire de l'existence de ventes à un prix inférieur à la juste valeur: produits plats en acier au carbone laminés à chaud en provenance de la Fédération de Russie*, 64 Fed. Reg. 9312 (25 février 1999);
- 2) *Avis de détermination finale de l'existence de ventes à un prix inférieur à la juste valeur: produits plats en acier au carbone laminés à chaud en provenance de la Fédération de Russie*, 64 Fed. Reg. 38626 (19 juillet 1999);
- 3) *Fin de l'accord de suspension pour les produits plats en acier au carbone laminés à chaud en provenance de la Fédération de Russie, annulation du réexamen administratif 2013-2014 et publication de l'ordonnance en matière de droits antidumping*, 79 Fed. Reg. 77455 (24 décembre 2014);
- 4) *Certains produits plats en acier au carbone laminés à chaud en provenance de la Fédération de Russie: résultats finals du réexamen accéléré à l'extinction de l'ordonnance en matière de droits antidumping*, 81 Fed. Reg. 62094 (8 septembre 2016);
- 5) *Certains produits plats en acier au carbone laminés à chaud en provenance de la Fédération de Russie: maintien d'ordonnance en matière de droits antidumping*, 81 Fed. Reg. 72569 (20 octobre 2016);
- 6) *Certains produits plats en acier au carbone laminés à chaud en provenance de la Fédération de Russie: résultats préliminaires du réexamen administratif du droit antidumping; 2014-2015*, 82 Fed. Reg. 1318 (5 janvier 2017);

7) *Certains produits plats en acier au carbone laminés à chaud en provenance de la Fédération de Russie: résultats finals du réexamen administratif du droit antidumping; 2014-2015*, 82 Fed. Reg. 31559 (7 juillet 2017);

8) *Certains produits plats en acier au carbone laminés à chaud en provenance de la Fédération de Russie: résultats préliminaires du réexamen administratif du droit antidumping; 2016-2017*, 84 Fed. Reg. 4776, (19 février 2019),

y compris toutes les modifications et corrections, ainsi que toutes les annexes, tous les mémorandums et tous les documents qui correspondent aux actes susmentionnés, les complètent et les accompagnent, ou qui y sont mentionnés,

et

9) tous autres réexamens administratifs du droit antidumping, en cours ou à venir, et les résultats préliminaires et finals de ces réexamens, concernant les importations d'acier laminé à chaud en provenance de Russie dans l'affaire A-821-809, toutes modifications, mesures de remplacement, prorogations, mesures connexes et mesures d'application, et tout acte des États-Unis qui affecterait les mesures en cause, ainsi que toutes instructions concernant la fixation des droits, prescriptions relatives aux dépôts en espèces et déterminations relatives à l'abrogation ou autres mesures publiées conformément à ces réexamens.

Il apparaît que les mesures en cause sont incompatibles avec les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC, en particulier les dispositions suivantes de l'Accord antidumping et du GATT de 1994:

1. L'article 9.1, 9.2, 9.3 et 9.4 de l'Accord antidumping et l'article VI:2 du GATT de 1994 parce que les États-Unis ont imposé des droits antidumping au niveau du taux résiduel global qui dépasse la marge de dumping qui aurait dû être établie au titre de l'article 2 de l'Accord antidumping.
2. L'article 6.10 de l'Accord antidumping parce que les États-Unis n'ont pas déterminé une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur connu ou producteur concerné du produit visé par l'enquête mais se sont plutôt appuyés sur le taux résiduel global.
3. L'article 2.1 et 2.2 de l'Accord antidumping et l'article VI:1 du GATT de 1994 parce que les États-Unis n'ont pas établi les valeurs normales selon la méthode prévue à l'article 2.1 de l'Accord antidumping ni aucune des autres méthodes prévues à l'article 2.2 de l'Accord antidumping.
4. L'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping parce que les États-Unis n'ont pas calculé les coûts de production du produit considéré comme l'exige cet article.
5. L'article 2.1 et 2.4 de l'Accord antidumping parce que les États-Unis ont comparé les prix à l'exportation à des valeurs normales établies en violation de l'article 2.1 et 2.2 de l'Accord antidumping.
6. Les articles 11.1, 11.2, 2.1, 2.2 et 2.4 de l'Accord antidumping parce que les États-Unis n'ont pas réexaminé dûment la nécessité de maintenir les droits antidumping et supprimé les droits qui n'étaient pas nécessaires pour neutraliser le dumping.
7. Les articles 11.1, 11.3, 2.1, 2.2 et 2.4 de l'Accord antidumping parce que les États-Unis ont prorogé les mesures en cause en s'appuyant sur des marges de dumping viciées et sur des déterminations erronées concernant la probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait.
8. L'article 6.8 de l'Accord antidumping parce que les États-Unis ont refusé de s'appuyer sur les renseignements fournis par les exportateurs russes, alors que les conditions pour le recours aux données de fait disponibles n'étaient pas remplies.
9. Les articles 1^{er} et 18.1 de l'Accord antidumping et l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994 en raison des infractions à l'Accord antidumping décrites ci-dessus.

Il apparaît que les mesures susmentionnées des États-Unis annulent ou compromettent les avantages résultant pour la Russie directement ou indirectement des accords cités.

La Russie se réserve le droit de soulever des questions de fait et de droit additionnelles, et d'aborder des mesures et allégations additionnelles concernant les sujets susmentionnés au cours des consultations et dans toute demande d'établissement d'un groupe spécial.

La Fédération de Russie attend avec intérêt de recevoir la réponse des États-Unis à la présente demande et de fixer une date mutuellement acceptable pour les consultations.
